

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.325/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 4 juin 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet loi "modifiant l'article 55 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers", a donné le 30 juin 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Les membres du personnel de la Commission bancaire, financière et des assurances (en abrégé : C.B.F.A.) visés par l'avant-projet sont les agents transférés de l'Office de Contrôle des assurances (en abrégé : O.C.A.) par l'article 40 de l'arrêté royal du 25 mars 2003 portant exécution de l'article 45, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, tel que remplacé par l'article 24 de la loi-programme du 5 août 2003.

Les alinéas 3 et 4 de l'article 55, en projet, de la loi du 2 août 2002, précitée, visent à habilitier le Comité de direction de la C.B.F.A. à fixer le statut de ces agents, sans y apporter, par eux-mêmes, aucune modification.

Il en va autrement de l'article 55, alinéa 5, en projet, lequel prévoit :

"Les dispositions légales et réglementaires du statut administratif et pécuniaire applicables au 31 décembre 2003, ainsi que leurs modifications ultérieures demeurent applicables jusqu'à la date d'entrée en vigueur des dispositions fixées conformément à l'alinéa trois du présent article."

Cette disposition en projet clarifie la situation des agents transférés de l'O.C.A., par rapport à l'article 40, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 mars 2003, précité ⁽¹⁾,

⁽¹⁾ Cet article dispose :
"Art. 40. § 1^{er}. Les membres du personnel de l'OCA sont transférés à la CBFA. La CBFA offre à ces membres du personnel statutaire, avant le 31 décembre 2005, un contrat de travail qui leur garantit des conditions pécuniaires qui sont au moins équivalentes à celles dont ils bénéficiaient à l'OCA.
Les critères d'engagement, d'évaluation et de promotion afférents à cette offre sont ceux qui prévaudront à la CBFA, tels qu'approuvés, dans un plan de transition, par

remplacé par la loi-programme du 2 août 2003, en ce qui concerne l'application des modifications futures au statut qui leur était applicable avant le 31 décembre 2003.

L'article 55, alinéa 5, en projet, doit par conséquent recevoir l'accord préalable du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, conformément à l'article 7, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

2. L'article 55, alinéa 3, en projet, de la loi du 2 août 2002, précitée, vise à attribuer au Comité de direction de la C.B.F.A., un pouvoir réglementaire, en matière de fixation du statut administratif et pécuniaire des agents transférés de l'O.C.A.

Le Conseil d'État a souvent rappelé que les principes déduits de la responsabilité politique des ministres et celui de l'unité du pouvoir réglementaire au sein de chaque collectivité ne sont conciliables avec l'octroi d'un pouvoir réglementaire à une autorité extérieure au Gouvernement qu'à la condition que, d'une part, cette délégation ait une portée limitée, précise et complète et que, d'autre part, le règlement ainsi adopté soit soumis à l'approbation du Gouvernement ⁽²⁾.

le comité d'intégration et qui prennent en compte les critères prévalant à la CBF. À défaut d'acceptation de l'offre, les membres du personnel de l'OCA conservent, pour toute leur carrière, leurs droits en matière de statuts administratif et pécuniaire et de régime de pension, tels que visés à l'article 91 de la même loi."

(2) Voir notamment l'avis 27.994/4, donné le 9 juillet 1998, sur un projet d'arrêté royal portant des dispositions complémentaires relatives à la réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National, devenu l'arrêté royal du 17 juillet 1998 (Moniteur belge du 28 juillet 1998, p. 24.360) - cet avis renvoie à l'arrêt 24/98 prononcé par la Cour d'arbitrage le 10 mars 1998; l'avis 30.087/4, donné le 29 mai 2000, sur un avant-projet de décret déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, devenu le décret du 20 juillet 2000 (Doc. CCF., session 1999-2000, n° 88/1, p. 46); l'avis 33.865/4, donné le 13 novembre 2002, sur un avant-projet de décret de la Communauté française sur la radiodiffusion, devenu le décret du 27 février 2003 (Doc. CCF, session 2002-2003, n° 357/1, pp. 144-155) et l'avis 34.748/2, donné le 7 mai 2003, sur un avant-projet devenu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un

Il semble pouvoir être considéré que l'article 55, alinéa 4, en projet, répond aux critères de limitation et de précision précités. Il convient cependant de compléter l'avant-projet afin d'y prévoir la nécessité d'une approbation gouvernementale.

Observations particulières

Dispositif

Article 55, alinéa 4, en projet

L'article 55, alinéa 4, en projet, précise que les adaptations que le Comité de direction de la C.B.F.A. peut apporter au statut des agents transférés de l'O.C.A. doivent notamment "tenir compte des dispositions des conventions collectives de travail application (lire : applicables) ⁽³⁾ à ce personnel".

Les mots "ce personnel" renvoyant au personnel statutaire transféré de l'O.C.A., le Conseil d'État n'aperçoit pas de quelles conventions collectives de travail il pourrait s'agir. Sans doute convient-il de viser, les dispositions des conventions collectives de travail applicables aux membres du personnel contractuel de la C.B.F.A.

Article 55, alinéa 5, en projet

Il y a lieu de modifier l'article 40, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté royal du 25 mars 2003, précité, remplacé par la loi-programme du 5 août 2003, afin d'assurer sa cohérence avec l'article 55, alinéa 5, en projet.

Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale 1 formulée ci-dessus.

Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (Doc. CRW, session 2002-2003, n° 524/1, p. 22).

⁽³⁾ Le texte néerlandais de l'avant-projet utilise les termes : "regening houdend met de op dat personeel toepasselijke bepalingen van de collective arbeidovereenkomsten".

AW

- 5 -

37.325/2

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.325/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 juni 2004 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van artikel 55 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten", heeft op 30 juni 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De personeelsleden van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen" (afgekort als CBFA), van wie sprake is in het voorontwerp, zijn de personeelsleden die bij artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 tot uitvoering van artikel 45, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, zoals het is vervangen bij artikel 24 van de programmawet van 5 augustus 2003, zijn overgedragen van de Controledienst voor de Verzekeringen (afgekort als CDV).

Het derde en vierde lid van het ontworpen artikel 55 van de voormelde wet van 2 augustus 2002, strekken ertoe het directiecomité van de CBFA te machtigen om het statuut van die personeelsleden vast te stellen, zonder dat ze er zelf enige wijziging in brengen.

Anders is het gesteld met het ontworpen artikel 55, vijfde lid, dat bepaalt:

"De wettelijke en reglementaire bepalingen van het administratief en geldelijk statuut, die van toepassing waren op 31 december 2003, evenals hun latere wijzigingen, blijven van toepassing tot op de datum van inwerkingtreding van de bepalingen vastgesteld overeenkomstig het derde lid van dit artikel."

.../...

EH

- 3 -

37.325/2

.../...

Deze ontworpen bepaling brengt klaarheid in de situatie van de personeelsleden die zijn overgedragen van het CDV ten aanzien van artikel 40, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 25 maart 2003 ⁽¹⁾, vervangen bij de programmawet van 2 augustus 2003, wat de toepassing betreft van de toekomstige wijzigingen in het statuut dat vóór 31 december 2003 voor hen gold.

Het ontworpen artikel 55, vijfde lid, moet bijgevolg vooraf worden goedgekeurd door de Minister bevoegd voor het algemeen bestuur, overeenkomstig artikel 7, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

2. Het ontworpen artikel 55, derde lid, van de voormelde wet van 2 augustus 2002 strekt ertoe het directiecomité van de CBFA een verordeningsbevoegdheid op te dragen inzake de vaststelling van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de van het CDV overgedragen personeelsleden.

De Raad van State heeft er reeds vaak op gewezen dat de beginselen afgeleid van de politieke verantwoordelijkheid van ministers en dat van de eenheid van verordeningsbevoegdheid binnen elke instantie, alleen verenigbaar zijn met de toekenning van verordeningsbevoegdheid aan een orgaan dat niet tot de Regering behoort, als

⁽¹⁾ Dit artikel bepaalt :
"Art. 40. § 1. De personeelsleden van de CDV worden overgedragen aan de CBFA. De CBFA biedt deze statutaire personeelsleden vóór 31 december 2005 een arbeidsovereenkomst aan die hun pecuniaire voorwaarden waarborgt die ten minste gelijkwaardig zijn aan de voorwaarden die zij bij de CDV genoten. Aan deze arbeidsovereenkomst zullen de bij de CBFA geldende aanwervings-, evaluatie- en bevorderingscriteria verbonden zijn die in een overgangsplan zijn goedgekeurd door het integratiecomité, en die rekening houden met de bij de CBF geldende criteria.
Indien zij de aangeboden arbeidsovereenkomst niet aanvaarden, behouden de personeelsleden van de CDV, gedurende hun volledige verdere loopbaan, hun rechten inzake administratief statuut, bezoldigings- en pensioenregeling als bedoeld in artikel 91 van dezelfde wet."

enerzijds deze delegatie een beperkte, welbepaalde en volledige reikwijdte heeft en anderzijds de aldus goedgekeurde verordening ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering ⁽²⁾.

Het laat zich aanzien dat men ervan uit kan gaan dat het ontworpen artikel 55, vierde lid, beantwoordt aan de voormelde criteria inzake beperking en welbepaaldheid. Het voorontwerp dient evenwel te worden aangevuld om erin te bepalen dat de goedkeuring van de Regering noodzakelijk is.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Ontworpen artikel 55, vierde lid

Het ontworpen artikel 55, vierde lid, preciseert dat de aanpassingen die het directiecomité van de CBFA kan aanbrengen in het statuut van de personeelsleden die zijn

⁽²⁾ Zie onder meer advies 27.994/4, gegeven op 9 juli 1998, over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bijkomende bepalingen betreffende de hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal" dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 17 juli 1998 (Belgisch Staatsblad van 28 juli 1998, blz. 24.360) - dit advies verwijst naar arrest 24/98, gewezen door het Arbitragehof op 10 maart 1998; advies 30.087/4, gegeven op 29 mei 2000, over een voorontwerp van decreet "déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations", dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 20 juli 2000 (Gedr. St. CCF, zitting 1999-2000, nr. 88/1, blz. 46); advies 33.865/4, gegeven op 13 november 2002, over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap "sur la radiodiffusion" dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 februari 2003 (Gedr. St. CCF, zitting 2002-2003, nr. 357/1, blz. 144-155) en advies 34.748/2, gegeven op 7 mei 2003, over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 17 juli 2003 "portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Gedr. St. , CRW, zitting 2002-2003, nr. 524/1, blz. 22).

overgedragen van het CDV, onder meer rekening moeten houden "met de op dat personeel toepasselijke bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten" ⁽³⁾.

Aangezien de woorden "dat personeel" verwijzen naar het van de CDV overgedragen vastbenoemde personeel, is het de Raad van State niet duidelijk om welke collectieve arbeidsovereenkomsten het zou kunnen gaan. Wellicht dient te worden verwezen naar de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op de arbeidscontractanten van de CBFA.

Ontworpen artikel 55, vijfde lid

Artikel 40, § 1, vierde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 25 maart 2003, vervangen bij de programmawet van 5 augustus 2003, dient te worden gewijzigd, om te zorgen voor de samenhang ervan met het ontworpen artikel 55, vijfde lid.

Op dat punt wordt verwezen naar de hierboven gemaakte algemene opmerking 1.

⁽³⁾ De Nederlandse tekst van het voorontwerp gebruikt de woorden : "tenir compte des conventions collectives de travail application (lees : applicables) à ce personnel".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier .

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS